



MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

MARCHE D'ACHAT DE PRESTATIONS DE TRANSPORT DE BOIS LONG

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

APPEL D'OFFRES OUVERT EUROPÉEN

(passé en application des articles L.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique)

ACCORD-CADRE N°2025-7100-19

Objet de la consultation

Le présent accord-cadre a pour objet le transport et le lotissement de bois ronds, sous forme de billon ou de grume, situés au fond des massifs domaniaux de la Montagne de Fer et de Bélizon vers des parcs de rupture non soumis aux aléas climatiques.

Pouvoir adjudicateur

Le Pouvoir adjudicateur est l'Office national des forêts, établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 PARIS RCS.

Direction Territoriale de Guyane – 541 Route de Montabo - CS 87002 – 97 300 Cayenne.
Tél : 05-94-25-53-70

Personne signataire de l'accord-cadre

La personne signataire du marché est Monsieur François KORYSKO, Directeur Territorial Guyane de l'Office National des Forêts.

APPEL D'OFFRES OUVERT EUROPEEN	1
(PASSE EN APPLICATION DES ARTICLES L.2124-2 ET R.2161-2 A R.2161-5 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)	1
1. IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR	4
1.1. POUVOIR ADJUDICATEUR.....	4
1.2. PERSONNE EN CHARGE DE L'EXECUTION ET DU SUIVI DE L'ACCORD-CADRE	4
1.3. PERSONNE HABILITEE A DONNER LES RENSEIGNEMENTS PREVUS AUX ARTICLES R.2191-60 ET R.2191-61 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE (NANTISSEMENTS OU CESSIONS DE CREANCES)	4
1.4. SERVICE AUPRES DUQUEL DES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE TECHNIQUE PEUVENT ETRE OBTENUS	4
1.5. COMPTABLE ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS	4
2. CONTEXTE – OBJET - PROCEDURE	5
2.1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE	5
2.2. PROCEDURE	5
2.3. CLASSIFICATION CPV	5
2.4. LOCALISATION.....	5
3. CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE	6
3.1. ALLOTISSEMENT – MONTANT DE COMMANDE	6
3.2. MONTANT ESTIMATIF	6
3.3. FORME DE L'ACCORD-CADRE	6
3.4. DECOMPOSITION EN TRANCHES.....	6
3.5. OPTIONS	6
3.6. PRESTATIONS SIMILAIRES.....	6
3.7. DUREE ET PRISE D'EFFET DE L'ACCORD-CADRE	7
3.8. MODALITE D'ATTRIBUTION DE L'ACCORD-CADRE	7
3.9. CLAUSE D'EXCLUSIVITE.....	7
4. DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD-CADRE.....	7
5. DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ SUBSEQUENT	7
6. CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE.....	8
6.1. DISPOSITIONS GENERALES	8
6.2. EXECUTION PAR EMISSION DE BONS DE COMMANDE.....	8
6.2.1. PASSATION DES COMMANDES POUR CHAQUE LOT.....	8
6.2.2. MODIFICATION D'UN BON DE COMMANDE.....	8
6.2.3. SUSPENSION D'UN BON DE COMMANDE	9
6.2.4. RESILIATION D'UN BON DE COMMANDE	9
6.3. EXECUTION PAR MARCHES SUBSEQUENTS	9
6.3.1. DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES AUX MARCHES SUBSEQUENTS.....	9
6.3.2. TERMES NON COUVERTS PAR L'ACCORD-CADRE	9
6.3.3. FORME DES MARCHES SUBSEQUENTS.....	9
6.3.4. DUREE - DELAIS D'EXECUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS.....	9

6.3.5.	MODALITES DE CONCLUSION DES MARCHES SUBSEQUENTS	10
6.3.6.	MODIFICATIONS DES MARCHES SUBSEQUENTS.....	10
6.4.	MODALITES DE RECEPTION DES PRESTATIONS	10
7.	PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT	11
7.1.	UNITE MONETAIRE	11
7.2.	FORME ET CONTENU DES PRIX	11
7.2.1.	NATURE DES PRIX.....	11
7.2.2.	CONTENU DES PRIX	11
7.3.	VARIATION DES PRIX	11
7.3.1.	REVISION DES PRIX.....	11
7.4.	MODALITES ESSENTIELLES DE PAIEMENT	12
7.4.1.	AVANCE	12
7.4.2.	ACOMPTES	12
7.4.3.	RETENUE DE GARANTIE – CAUTIONNEMENT	12
7.4.4.	FACTURATION	12
7.4.5.	TRANSMISSION DES FACTURES	13
7.4.6.	PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS	13
7.4.7.	DELAJ GLOBAL DE PAIEMENT.....	14
7.4.8.	NANTISSEMENT OU CESSION DE CREANCE	15
8.	PENALITES	15
8.1.	MODALITES DE MISE EN ŒUVRE	15
8.2.	RETARD IMPUTABLE A L'ONF	15
8.3.	PENALITES POUR NON-CONFORMITE DES FORMALITES RELATIVES AU TRAVAIL DISSIMULE	15
9.	DROIT, LANGUE.....	16
10.	ASSURANCE	16
11.	PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL.....	16
11.1.	TRAVAILLEURS ETRANGERS	16
11.2.	TRAVAIL CLANDESTIN	16
11.3.	TRAVAILLEURS D'APTITUDES PHYSIQUES RESTREINTES	17
11.4.	PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR	17
12.	DEROGATIONS AU CCAG FCS	17

1. IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1. Pouvoir adjudicateur

Le Pouvoir adjudicateur est l'Office national des forêts, établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 PARIS RCS et plus précisément la Direction Territoriale de Guyane – 541 Route de Montabo - CS 87002 - 97300 Cayenne

☎ : 05-94-25-53-70

1.2. Personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre

La personne habilitée en charge du suivi et de l'exécution du marché est Madame Julie VASSEUR, Responsable Commercial bois de la Direction Territoriale

☎ : 06 94 20 93 98 ✉ : julie.vasseur@onf.fr

1.3. Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances)

Monsieur Quentin BOUNAN, Responsable achats, Service Affaires Générales 541 Route de Montabo, CS87002 - 97300 Cayenne ✉ quentin.bouнан@onf.fr

1.4. Service auprès duquel des renseignements d'ordre technique peuvent être obtenus

Les personnes habilitées à donner des renseignements d'ordre technique sont :

- Madame Julie VASSEUR, Responsable Commercial bois de la Direction Territoriale
☎ : 06 94 20 93 98 ✉ : julie.vasseur@onf.fr
- Madame Aurélie CUVELIER, Responsable du Service Bois et Gestion Durable
☎ : 06 94 24 17 32 ✉ : aurelie.cuvelier@onf.fr

1.5. Comptable assignataire des paiements

Le comptable assignataire des paiements est Madame l'Agent comptable secondaire de l'Office national des forêts – Antilles Guyane – Office national des forêts - CS n° 11100 - 97207 Fort-De-France Cédex.

☎ : 05 96 60 70 70 - ✉ : acs.dfa@onf.fr

2. CONTEXTE – OBJET - PROCEDURE

2.1. Objet de l'accord-cadre

Le présent marché pluriannuel a pour objet la réalisation de prestations de transport intraforêt de bois longs (grumes) inférieur à 13 mètres de longueur en provenance des parcelles suivantes :

- Forêt domaniale de Bélizon :
 - Secteur Brigitte :
 - RFE073
 - RFE078
 - RFE119
 - Secteur Laboue
 - RFE092
 - RFE060
 - RFE098
- Forêt domaniale de la Montagne de Fer :
 - Secteur Crique Loutre (CRL) :
 - CRL013
 - CRL014
 - CRL016
 - CRL018
 - CRL020
 - CRL021
 - CRL023
 - CRL019

Vers les parcs de rupture suivants :

- Forêt de Bélizon :
 - Place de dépôt en forêt : PK10 et/ou PK 42
- Forêt de la Montagne de Fer
 - Place de dépôts en forêt : PK 200

La liste des parcelles est indicative et de nouvelles parcelles peuvent être ajoutées selon le rythme d'exploitation.

2.2. Procédure

Il s'agit d'un appel d'offres ouvert passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2124-2 et R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 et suivants du code de la commande publique.

2.3. Classification CPV

La référence à la nomenclature communautaire (nomenclature CPV) est la suivante :

77211200-4	77211200-4 Transport de grumes dans les forêts
------------	--

2.4. Localisation

Les prestations du présent marché sont réalisés en Guyane dans les forêts domaniales de Bélizon et de la Montagne de Fer.

3. CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE

3.1. Allotissement – Montant de commande

Le marché est constitué de deux lots :

N°	Intitulé
Lot 1	Forêt de Bélizon
Lot 2	Forêt de la Montagne de Fer

Les montants minimum et maximum de commande pour la durée de l'accord-cadre sont fixés comme suit :

Montant minimum de commande	Montant maximum de commande
Sans engagement financier	1 000 000€

3.2. Montant estimatif

Les montants estimatifs de commande annuel sont les suivants :

Lot	Prestation principale	Produits transportés	Quantité estimative annuelle minimale de commande	Quantité estimative annuelle maximale de commande	Lieu d'exécution principale
1	Transport	Grumes et billons	2 000 m ³	10 000 m ³	Forêt domaniale de Bélizon
2	Transport	Grumes et billons	4 000 m ³	10 000 m ³	Forêt domaniale de Montagne de fer

3.3. Forme de l'accord-cadre

Le marché prend la forme d'un accord-cadre à bons de commande et à marchés subséquents en application des articles L.2125-1 et R.2162-1 à R.2162-14 du code de la commande publique.

Il s'exécutera par bon de commande pour l'ensemble des prestations décrites dans le CCTP et listé dans le Bordereaux des prix unitaires (BPU) et par marché subséquent pour les prestations relatives à l'objet de l'accord-cadre non listé dans le BPU.

3.4. Décomposition en tranches

Sans objet.

3.5. Options

La possibilité de PSE/Option sera précisée dans les modalités de consultation de chaque besoin exprimé (marchés subséquents).

3.6. Prestations similaires

En cas d'éventuels achats similaires, l'ONF pourra recourir aux modifications des marchés (art. R.2194-2 à 4 du Code de la commande publique) ou aux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires (art R.2122-7 du Code de la

commande publique) le montant de ces prestations similaires ne pourra dépasser 20% du montant maximum du présent accord-cadre.

3.7. Durée et prise d'effet de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée d'un an. Il peut être renouvelé trois (3) fois pour une durée maximum de quatre (4) ans.

En cas de non-reconduction, l'ONF avertira le titulaire de sa volonté via la plateforme Place au plus tard un mois avant la date d'anniversaire de l'accord-cadre.

3.8. Modalité d'attribution de l'accord-cadre

L'accord-cadre est mono-attributaire. Il sera attribué au candidat dont l'offre sera retenue comme étant la plus économiquement avantageuse.

Les deux lots peuvent être attribués à un même candidat.

L'ONF pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général.

3.9. Clause d'exclusivité

L'ONF s'engage à commander exclusivement auprès des titulaires de l'accord-cadre les besoins mentionnés dans le présent accord-cadre. Néanmoins, il pourra être fait appel à d'autres prestataires dans les cas suivants :

- Aucun des prestataires retenus n'a répondu à la publication d'un marché subséquent de manière satisfaisante ;
- Urgence.

4. DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD-CADRE

Les documents contractuels constitutifs du présent accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement et ses annexes financières ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives particulières (CCAP), dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'ONF, fait seule foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes (fiche de renseignement transport) ;
- Les Clauses Générales d'Achats des prestations de transport routier de bois ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés de FCS dans sa version la plus récente ;
- L'offre du titulaire, dont le mémoire technique ;
- Les éventuels actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives de l'accord-cadre, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

5. DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE SUBSEQUENT

Les documents contractuels constitutifs du marché subséquent sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement du marché subséquent ;
- Le document de consultation des entreprises et ses potentiels annexes
- L'annexe financière (DPGF, BPU, ou devis libre) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes et le Cahier des Clauses Administratives particulières (CCAP) de l'accord-cadre ;

- Les Clauses Générales d'Achats des prestations de transport routier de bois ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés de FCS dans sa version la plus récente ;

6. CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

6.1. Dispositions générales

Le présent accord-cadre prévoit deux types d'exécution :

- Par émission de bons de commande selon les dispositions prévues à l'article 6.2 ci-après ;
- Par remise en concurrence des titulaires de l'accord-cadre selon les dispositions définies à l'article 6.3 ci-après.

6.2. Exécution par émission de bons de commande

6.2.1. Passation des commandes pour chaque lot

Les commandes sont faites au fur et à mesure des besoins par l'émission de bons de commandes émis après acceptation des propositions de commande validées par le titulaire.

Aucune prestation ne doit être effectuée sans bons de commande.

Chaque projet de bon de commande indique :

- L'identification du titulaire ;
- La référence du présent marché et du bon de commande ;
- La date d'émission du bon de commande ;
- La désignation des travaux et prestations ;
- Leur quantité prévisionnelle ;
- Le montant h.t. prévisionnel des travaux et prestations à effectuer ;
- Le lieu d'exécution ;
- Le délai d'exécution.

Les bons de commande sont adressés via la plateforme Place au titulaire, l'accusé de réception du titulaire servant de point de départ au délai d'exécution de la commande.

Les bons de commande, signés par la personne chargée de l'exécution du présent marché ou son représentant, peuvent être émis jusqu'à l'expiration de la durée de validité de l'accord-cadre. Les bons de commande émis en fin de marché pourront voir leur exécution se prolonger au-delà de la date d'expiration de l'accord-cadre. Dans ce cas, la durée d'exécution maximale des bons de commande sera d'un an.

L'envoi des bons de commande se fera à l'adresse de messagerie électronique, via la plateforme PLACE, indiquée par le titulaire dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre. Dès lors, en cas de changement d'adresse de messagerie électronique le titulaire devra impérativement notifier ce changement au représentant du pouvoir adjudicateur, dans un délai de sept jours calendaires avant effet, par courriel avec accusé de réception.

L'ONF ne pourra pas être tenu responsable d'un problème dans l'adresse de messagerie électronique du titulaire.

6.2.2. Modification d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut modifier la commande. L'ONF émet alors un bon de commande rectificatif. Le bon de commande rectificatif fait apparaître le nouveau délai de réalisation.

Les modalités d'indemnisations suivantes s'appliquent :

- -Si un litige imputable au titulaire est à l'origine de la modification, les frais en découlant sont à la charge du titulaire.
- -Si la modification est à l'initiative de l'ONF, sans faute du titulaire, les frais en découlant sont à la charge de l'ONF sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leurs utilités. Le titulaire remet une demande

de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

La modification d'un bon de commande n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

6.2.3. Suspension d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut suspendre l'exécution pour une durée indiquée au titulaire. Cette suspension ne donne lieu à aucune indemnité de la part de l'ONF.

A l'expiration de cette durée, l'ONF peut soit autoriser la reprise de l'exécution du bon de commande ayant fait l'objet d'une suspension, soit émettre, dans les conditions mentionnées ci-dessus, un bon de commande rectificatif portant poursuite des prestations, objet du ou des bons de commande suspendus, soit interrompre le bon de commande dans les conditions mentionnées ci-dessus.

6.2.4. Résiliation d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut en interrompre l'exécution. Elle en informe le titulaire par ordre de service et/ou courrier électronique.

Dans l'hypothèse où l'interruption du bon de commande est directement et exclusivement imputable à l'ONF, les frais en découlant sont à la charge de l'ONF sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leur utilité. Le titulaire remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

L'annulation d'un bon de commande n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

6.3. Exécution par marchés subséquents

6.3.1. Dispositions générales relatives aux marchés subséquents

Les marchés subséquents sont attribués pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

Cette exécution est laissée au libre choix du pouvoir adjudicateur qui pourra en tant que de besoin la mettre en œuvre.

6.3.2. Termes non couverts par l'accord-cadre

Les éléments techniques des marchés subséquents seront précisés dans le document de consultation des entreprises du marché subséquent qui sera envoyé à tous les attributaires.

Les éléments administratifs des marchés subséquents sont précisés dans le présent CCAP. Si le pouvoir adjudicateur souhaite déroger à certains des éléments du CCAP il devra l'indiquer de manière explicite dans le document de consultation des entreprises du marché subséquent.

6.3.3. Forme des marchés subséquents

Les marchés subséquents pourront au choix être ponctuels ou à bons de commande.

6.3.4. Durée - délais d'exécution des marchés subséquents

a) Durée des marchés subséquents

La durée de chaque marché subséquent sera indiquée dans le marché subséquent concerné. À défaut d'indication, sa durée sera équivalente à son délai d'exécution.

b) Délai d'exécution des marchés subséquents

Si le marché subséquent correspond à une commande ponctuelle, le délai d'exécution indiqué dans l'acte d'engagement du marché subséquent court à compter de la notification ce dernier.

Si le marché subséquent correspond à un marché à bons de commande, le délai d'exécution sera précisé dans chaque bon de commande émis. Dans ce cas, les modalités de computation des délais sont les mêmes que celles indiquées à l'article 6.2.1 du présent CCAP.

c) Prolongation du délai d'exécution des marchés subséquents

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un évènement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur prolonge le délai d'exécution.

6.3.5. Modalités de conclusion des marchés subséquents

a) Engagement de la consultation

Dès la survenance du besoin, le pouvoir adjudicateur consulte le titulaire du lot considéré de l'accord-cadre via la plateforme de dématérialisation PLACE en fonction de l'adresse de messagerie électronique mentionné dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur mettra à disposition un dossier de consultation correspondant au cahier des charges du marché subséquent, identifiant le besoin ainsi que les modalités particulières d'exécution du marché subséquent, et les invitera à remettre une offre, dans le respect des clauses et conditions incluses dans le présent accord-cadre et celles particulières à chaque marché subséquent, dans un délai qui ne pourra pas être inférieur à sept jours calendaires, sauf cas d'urgence.

En cas de changement d'adresse de messagerie électronique, le titulaire devra impérativement notifier ce changement au représentant du pouvoir adjudicateur, dans un délai de sept jours calendaires avant effet, par courriel avec accusé de réception.

Le pouvoir adjudicateur ne pourra pas être tenu responsable d'un problème dans l'adresse de messagerie électronique du titulaire.

b) Formalisme et attribution des marchés subséquents

Chaque marché subséquent sera matérialisé par un acte d'engagement et l'offre financière du titulaire notifié par le pouvoir adjudicateur ; et, le cas échéant, d'autres documents qui seront spécifiés dans l'acte d'engagement du marché (document descriptif des travaux ou prestations, mémoire technique, planning prévisionnel d'exécution, DPGF...).

Seuls les marchés subséquents signés par le pouvoir adjudicateur et régulièrement notifiés, devront être honorés par le titulaire.

6.3.6. Modifications des marchés subséquents

Un marché subséquent peut être modifié ou annulé sur demande de l'ONF, totalement ou partiellement, par tout moyen permettant d'attester la date de réception, préférentiellement par ordre de service ou avenant, dans les conditions suivantes :

- Si un litige imputable au titulaire, est à l'origine de la modification ou de l'annulation. Les frais en découlant sont à la charge du titulaire.
- Si la modification ou l'annulation est à l'initiative de l'ONF, sans faute du titulaire, les frais en découlant sont à la charge de l'ONF. Le titulaire doit justifier de la réalité de ces frais. Il remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

La modification ou l'annulation d'un marché subséquent n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

6.4. Modalités de réception des prestations

Les opérations de réception, d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet seront réalisées conformément aux dispositions prévues dans le CCAG FCS et expliquées dans son chapitre 5.

7. PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

7.1. Unité monétaire

L'unité monétaire de l'accord-cadre est l'euro.

7.2. Forme et contenu des prix

Les prix sont définitifs et actualisables dans les cas suivants :

- Marchés subséquents ponctuels.

Les prix sont révisables dans les cas suivants (voir 7-3 Variation des prix) :

- Accord-cadre à BPU et bons de commande (révision annuelle) ;
- Marché subséquent à bons de commande.

7.2.1. Nature des prix

Les prix sont unitaires dans les cas suivants :

- Accord-cadre à bon de commande ;
- Marché subséquent à bons de commande.

Les prix sont forfaitaires dans le cas d'un marché subséquent à prix forfaitaire.

7.2.2. Contenu des prix

Tous les prix sont exprimés hors TVA.

Les prix sont unitaires ou forfaitaires et sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les prestations prévues dans le présent marché.

7.3. Variation des prix

7.3.1. Révision des prix

En dérogation à l'article 6-2 des Clauses Générales d'Achats des prestations de transport routier de bois la révision des prix s'effectue selon les dispositions suivantes.

La formule suivante est utilisée pour l'actualisation et la révision des prix du présent accord-cadre.

La révision des prix du BPU intervient une première fois à date anniversaire (N+1) de l'attribution (de l'accord-cadre ou du marché subséquent en question). L'actualisation des marchés subséquents s'effectue selon l'article R.2112-11 du Code de la Commande Publique.

La formule est la suivante :

$$P = Po * [a * (Gaz/Gazo) + b * (Cond/Condo) + c * (Ent/Ento)]$$

P : Prix hors taxe révisé à l'année n

Po : Prix hors taxe précédant l'année de reconduction

a, b, c : Poids relatif des différents indices (voir tableau ci-dessous)

Dans tous les cas, la somme a + b + c doit être égale à 1.

	Indices	Prestation mécanisées
a	Cout du gazole Guyane (Gaz)	0,50
b	Cout du personnel de conduite de transport routier (Cond)	0,30

c	Cout d'entretien (Ent)	0,20
----------	------------------------	------

La valeur des indices est celles des derniers indices publiés et définitifs à la date indiquée.

Nom de l'indice	Lien
Cout du gazole Guyane (Gaz)	Indice CNR Gazole TRM Guyane COMITE NATIONAL ROUTIER
Cout du personnel de conduite de transport routier (Cond)	Indice CNR conducteur REG COMITE NATIONAL ROUTIER
Cout d'entretien (Ent)	Indice CNR maintenance COMITE NATIONAL ROUTIER

Formule :

$$P = Po * [0,50 * (Gaz/Gazo) + 0,30 * (Cond/Condo) + 0,2 * (Ent/Ento)]$$

La valeur des indices est arrondie au centième supérieure.

7.4. Modalités essentielles de paiement

7.4.1. Avance

Une avance forfaitaire pourra être versée conformément aux articles R.2191-3 à 19 et R.2193-17 à 21 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance forfaitaire sera effectué conformément aux articles R.2191-3 à R.2191-19.

7.4.2. Acomptes

Des acomptes pourront être versés conformément aux dispositions des articles R.2191-20 à R.2191-23, à partir d'un mois suivant le démarrage des prestations.

Le montant de l'acompte n'excèdera jamais la valeur des prestations et travaux à laquelle il se rapporte. Le solde de chaque commande ou marché subséquent sera versé après une complète exécution.

Le montant de l'acompte ou du solde est diminué, s'il y a lieu, des sommes dont le Titulaire peut être débiteur envers l'ONF au titre de l'accord-cadre ou du marché subséquent, notamment du montant des pénalités. Les acomptes seront présentés dans les conditions fixées à l'article relatif à la facturation ci-dessous.

7.4.3. Retenue de garantie – Cautionnement

Aucune retenue de garantie ne sera prélevée sur les décomptes.

Aucun cautionnement n'est exigé.

7.4.4. Facturation

Les demandes de paiement seront envoyées de façon dématérialisée dans les conditions précisées ci-après à l'article 7.4.5.

Les factures comportent les informations suivantes :

- Intitulé d'adresse : Agence Comptable Secondaire Antilles-Guyane
- Numéro de facture
- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro de l'accord-cadre : 2025-7100-19
- le cas échéant le numéro du marché subséquent ;
- le numéro d'engagement du bon de commande, numéro 4700#### ou 4500####

- le détail des prestations réalisées, objet de la facturation ;
- le prix HT
- référence du compte postal ou bancaire du titulaire ;
- la date d'établissement de la facture.

Les factures ne respectant pas ce formalisme seront refusées par l'ONF.

7.4.5. Transmission des factures

En application des dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, la transmission des factures s'effectue obligatoirement de manière électronique et sécurisée via le portail CHORUS Pro disponible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les informations nécessaires pour le portail Chorus Pro sont les suivantes :

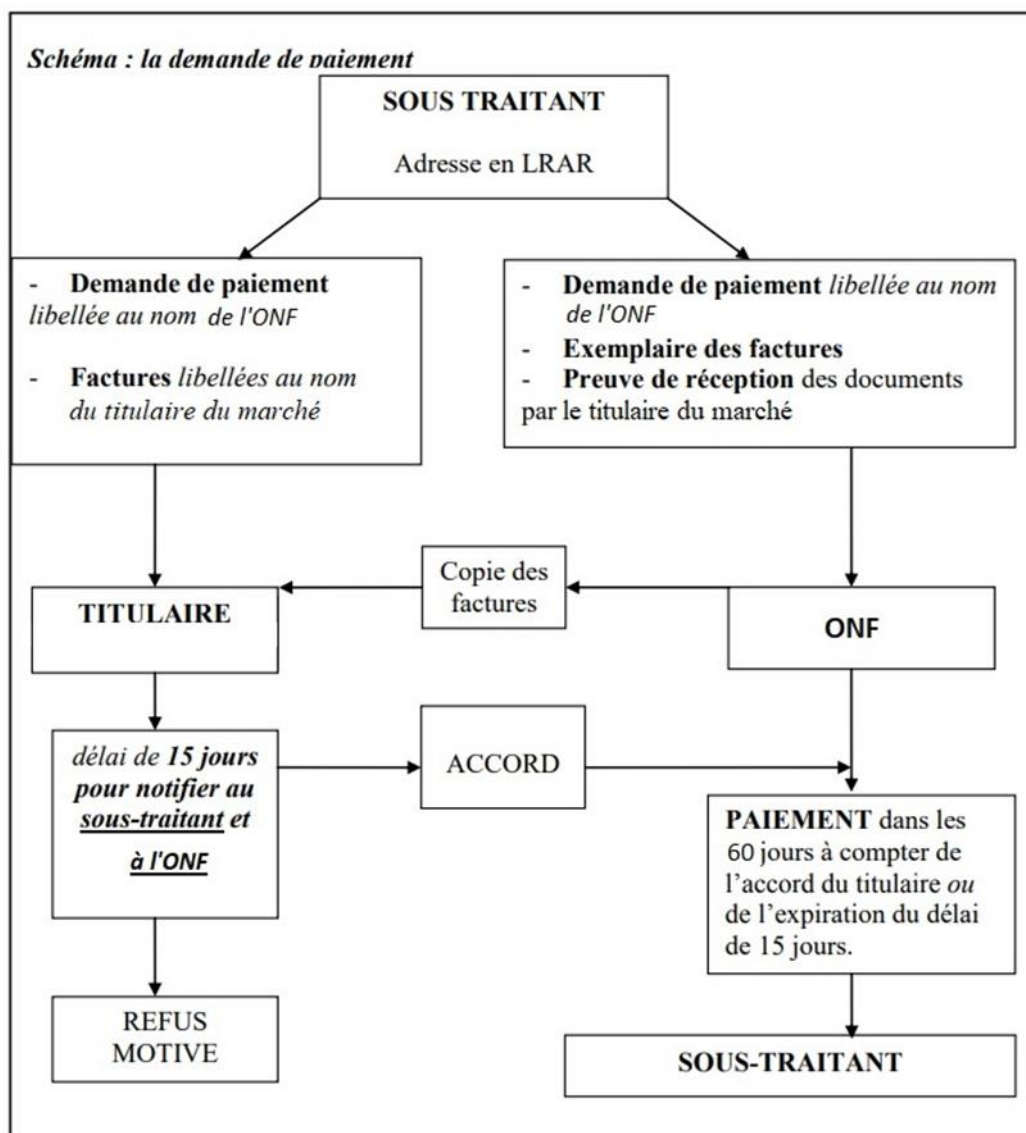
- Numéro de l'accord-cadre : n° 2025-7100-19
- Numéro d'engagement juridique : Bon de commande crée dans SAP et signé par l'ONF sous format 4500XXXX ou 4700XXXX.
- Numéro d'identification : Le SIRET de la DT de l'ONF : 662043116 00 497
- Numéro de service exécutant : Ce numéro n'existe pas pour l'ONF.

7.4.6. Paiement des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € T.T.C, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le représentant du pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Pour le sous-traitant, le titulaire de la commande joint une attestation de paiement direct indiquant la somme à régler directement à chaque sous-traitant concerné ou motive le refus de paiement. Ce montant tient compte d'une éventuelle variation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance.

Le sous-traitant envoie sa demande de paiement selon les modalités exposées au 7.4.4. Facturation ci-dessus.



(Les documents peuvent être envoyés par lettre recommandée avec accusé de réception ou par mail).

Lorsque le sous-traitant utilise le portail public de facturation mentionné à l'article L. 2192-5, il y dépose sa demande de paiement sans autre formalité. Le titulaire dispose de quinze jours à compter de ce dépôt pour accepter ou refuser la demande de paiement sur ce portail.

7.4.7. Délai global de paiement

Le paiement des sommes dues au titulaire de l'accord-cadre sera effectué par le comptable assignataire de l'ONF par virement sur le compte bancaire ou postal du titulaire qui fournira un relevé d'identité bancaire du compte sur lequel seront effectués les paiements.

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à 40 jours maximum pour les marchés de service forestier et à 60 jours maximum pour les autres marchés.

Ce délai court à compter de la date de dépôt de la facture sur la plateforme Chorus (ou de la demande de paiement pour les sous-traitants de 1er rang).

Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu :

- si le Titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle fixée à l'article "facturation" du présent marché,
- si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,
- si le contrôle de la prestation prévu dans les documents contractuels n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au Titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le Titulaire peut demander au représentant du pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

7.4.8. Nantissement ou cession de créance

Le Titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R.2191-45 à R.2191-63 du code de la commande publique.

8. PENALITES

Toute violation des clauses du présent marché pourra être sanctionnée dans le cadre des dispositions prévues aux CCAG FCS.

En dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, le montant maximum des pénalités est fixé à 20% du montant total du bon de commande ou du marché subséquent.

Les pénalités applicables sont celles des Clauses Générales d'Achats des prestations de transport routier de bois.

8.1. Modalités de mise en œuvre

Quelle que soit la cause des pénalités, les réfections et toutes mesures modifiant les prix des soumissions seront retenues sur les factures suivantes.

Si elles n'étaient pas appliquées dans ces conditions, l'ONF pourrait les recouvrer par toutes voies de droit.

Les pénalités sont cumulables.

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, il lui incombe de signaler au représentant du pouvoir adjudicateur avant l'expiration de ces délais, les causes n'étant pas de son fait et qui font obstacle à l'exécution de la commande.

8.2. Retard imputable à l'ONF

Lorsque le retard dans l'exécution est imputable à l'ONF, le délai d'exécution est automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard n'entraînant aucune pénalité pour le titulaire.

8.3. Pénalités pour non-conformité des formalités relatives au travail dissimulé

Conformément à l'article L8222-6 du code du travail, si le Titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du même code, il pourra lui être appliqué, après mise en demeure restée sans effet, une pénalité journalière

de 100 € HT, dans la limite des amendes encourues, en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5, et de 10 % du montant de la commande.

9. DROIT, LANGUE

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent CCAP seront réglées conformément aux prescriptions du code de la commande publique.

Lorsqu'ils n'auront pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties, les litiges survenus à l'occasion de l'exécution du présent marché seront de la compétence exclusive des juridictions administratives dans le ressort duquel le présent marché est exécuté. En cas de litige, le droit français est seul applicable. Le tribunal compétent est le tribunal administratif de Cayenne.

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse seront indiqués.

Dans le cadre de l'exécution de ce marché, en tant que de besoin, le titulaire désignera un correspondant parlant français.

10. ASSURANCE

Les titulaires des accords-cadres doivent avoir souscrit un contrat d'assurance qui demeurera en cours de validité pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'ils peuvent encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés au personnel de l'ONF ou à des tiers, à ses biens et aux biens appartenant à l'ONF ou à des tiers à l'occasion des prestations, objet de l'accord-cadre.

Les titulaires s'engagent à souscrire une assurance suffisante et doivent produire à toute demande de l'ONF une attestation mise à jour de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

11. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Le Titulaire doit se conformer strictement :

- aux lois, décrets, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière et aux règles d'emploi d'un salarié dans le secteur public ;
- aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale.

11.1. Travailleurs étrangers

Les titulaires de l'accord-cadre fournissent la liste nominative des salariés étrangers qu'ils emploient et qui sont soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail et justifiant de la régularité de la situation de son entreprise en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

Le personnel étranger figure sur le registre de chantier que le titulaire met à disposition du chef de projet ONF pendant l'exécution des commandes.

11.2. Travail clandestin

Les titulaires doivent remettre au maître de l'ouvrage, tous les six mois durant l'exécution de l'accord-cadre, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Les titulaires de l'accord-cadre s'engagent sur l'honneur à justifier de la régularité de la situation de son entreprise au regard des articles du code du travail relatifs au travail clandestin.

Les dispositions du présent article s'appliquent en cas de sous-traitance.

11.3. Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre seront conformes à la réglementation en vigueur.

11.4. Pièces et attestations à fournir

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-7 du code de la commande publique, des articles L8222-1 à L8222-3, R8222-1 du code du travail, les titulaires sont tenus de produire tous les six mois et ce, de la notification jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, l'ensemble des documents exigés au titre des articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

Afin de s'assurer de la bonne gestion des obligations légales et de conformité des titulaires, les documents seront à enregistrer sur la plateforme B2B nommée ACTRADIS : www.actradis.fr

L'inscription et l'utilisation du service ACTRADIS est obligatoire pour l'exécution du présent accord-cadre. Les titulaires devront s'y conformer dans les 6 mois qui suivent la notification de l'accord-cadre, sous peine de pénalité.

12. DEROGATIONS AU CCAG FCS

Le présent document déroge au CCAG FCS sur les articles :

- 14 du CCAG FCS (pénalité) ;
- 10 (actualisation)